

Voici le sixième numéro du bulletin d'informations internationales de l'Union syndicale Solidaires. Sa diffusion aux militant-e-s, aux adhérent-e-s est de la responsabilité des structures membres, qui peuvent le reproduire à volonté, le glisser dans leurs propres journaux, bulletins, etc., en reprendre des articles...

Italie : grève générale dans l'éducation, contre la privatisation

Berlusconi vient de faire passer une loi, la *Gelmini* du nom de la ministre de l'éducation, qui sabre le budget de l'éducation en Italie. Cette loi concerne aussi bien les budgets du primaire et du secondaire que celui des universités. **Le texte prévoit notamment une coupe de plus de 8 milliards d'euros, rien que pour le primaire, et la suppression de 130000 postes d'enseignants sous prétexte de mettre le système « aux normes européennes ».**

Il s'agit purement et simplement de **transformer l'Ecole Publique en une entreprise dirigée par un conseil d'administration** comme en témoigne cet extrait de la loi : « constituer les écoles en fondations, avec la possibilité d'avoir des partners qui soutiennent l'activité, qui participent à ses organes décisionnels et qui contribuent à atteindre les objectifs stratégiques indiqués dans le plan de l'offre formative et ainsi élever les standards de compétences des élèves »... Comme au Royaume-Uni avec l'entrée de capitaux privés dans le budget des écoles (coup du social-démocrate Blair!), il s'agit donc d'appliquer le modèle managérial à la « gestion » de l'éducation en général. Avec comme conséquences, notamment, une réduction des heures de classes, une augmentation du nombre d'élèves par classe, les salaires des enseignants bloqués etc. Dans le primaire, les heures de cours passeront de 40h à 24h, avec les suppressions pures et simples de postes et de contenus d'enseignement que cela nécessite et l'instauration de « garderies » l'après-midi pour les enfants... ou de cours et activités optionnels payants pour certaines écoles bien dotées! Enfin, on revient au système du maître unique alors que jusqu'à présent environ trois enseignants se partageaient deux classes en fonction des matières.

Judi 30 octobre, plus d'un million de manifestants ont protesté contre cette privatisation à peine déguisée de l'Ecole, à l'appel de l'ensemble des syndicats, la CGIL comme les syndicats Cobas (« de base »), ce qui mérite d'être relevé. Plus d'un million de personnes, enseignants, étudiants, parents d'élèves et lycéens, ont défilé dans les rues de Rome, 50000 à Turin et des dizaines de milliers partout dans tout le pays, à Venise ils ont bloqué le pont qui relie l'île au continent, **de nombreuses écoles et de nombreux lycées étaient occupés et 90% des établissements ont été fermés.** Bref, c'est un véritable raz de marée de protestation mais le pouvoir fait la sourde oreille. Depuis quelques semaines pourtant, les actions se sont multipliées, avec un large soutien de la population et la semaine qui a précédé cette grève, près de 2,5 millions de manifestants avaient déjà protesté contre la politique générale du gouvernement Berlusconi qui prend prétexte de la crise pour mener des politiques de casse sociale tous azimuts!

La mobilisation monte en puissance et il semble bien que cela ne va pas s'arrêter là! Des universités italiennes sont déjà occupées par des étudiants. La fédération des syndicats SUD éducation soutien et continuera à soutenir cette lutte!

www.sudeducation.org

Tunisie : procès des manifestants du bassin minier

Nous venons d'être informés que **le procès des 38 inculpés dans l'affaire principale du mouvement du bassin minier est fixé au 4 décembre.** Rappelons que ces inculpés – dont la majorité est en état d'arrestation – seront jugés pour des accusations graves : adhésion à une bande en vue de perpétrer des agressions à l'encontre de personnes et de propriétés, distribution de tracts destinées à susciter des troubles publics ...

Le Comité de soutien aux habitants du bassin minier, dont Solidaires est membre, rappelle les transgressions qui ont accompagné l'instruction – usage de torture par certains agents, omission de dates des interrogatoires, non mention de la date d'arrestation, etc.- **réitère son appel pour la libération des détenus, l'arrêt des poursuites** à l'encontre de tous les accusés, et la solution des problèmes sociaux de la région pacifiquement à travers le dialogue.

Pologne : grèves pour sauvegarder les retraites

Le gouvernement polonais veut réduire le nombre de travailleurs/ses ayant droit à la retraite anticipée de 1,1 million à 250 000. Les cheminots, les enseignants et beaucoup d'autres métiers seront touchés. Le premier ministre, Donald Tusk, annonce qu'il n'y a pas d'argent dans le budget pour les retraites anticipées et que c'est un « *anachronisme du temps du socialisme* ». **En réalité ce système de retraites a été développé par les premiers gouvernements libéraux en Pologne après 1989, car ce fut un moyen pour éviter l'explosion sociale.** Au début de la transformation capitaliste en Pologne, le chômage a touché plus de 2 millions de personnes, et sans les retraites anticipées et les préretraites cela aurait été encore pire. Selon le professeur Mieczyslaw Kabaj, 131 000 Polonais ont pris leur retraite au cours des années 1985-1990. Au cours de la seule année 1991 ils furent 840 000 personnes.

Le gouvernement parle d'apocalypse financière, du coût des retraites anticipées (2 milliards de zlotys par an). **Mais ce coût est comparable aux dotations prévues dans le budget pour les grandes entreprises occidentales qui investissent en Pologne et aux indemnités prévues pour les anciens propriétaires, dont les avoirs ont été nationalisés en « Pologne Populaire » après 1945. L'empressement du gouvernement dans la lutte contre les droits à la retraite est d'autant plus scandaleux, que le même gouvernement reste très silencieux quant à la plus grande braderie des retraites polonaises : la banqueroute en cours des fonds de pensions polonais, qui ont déjà perdu plus de 20 milliards de zlotys à la bourse.**

Les plus grandes centrales syndicales ont organisé le 5 novembre une manifestation de 5 000 personnes en défense des retraites en disant que c'est n'est que début. Les pêcheurs ont organisé des blocages de route en Poméranie pour protester contre la soumission du gouvernement envers la Commission Européenne, qui vise la liquidation de secteur de pêche en Pologne. Les cheminots ont déjà organisé une grève d'avertissement en défense des droits à la retraite anticipée.

« *Le gouvernement dit que la minorité ne peut pas terroriser la majorité. Nous sommes d'accord : la minorité de riches ne doit pas décider de la vie de majorité de Polonais, qui travaillent à leur profit !* », déclare Boguslaw Zietek, responsable du **syndicat Aout 80**. « *Le gouvernement est parti en guerre non seulement contre le mouvement syndical, mais contre tous les travailleurs polonais. S'il veut la guerre il l'aura...* »

www.trybuna-robotnicza.pl

Russie : nouvelle agression contre une militante

Plusieurs associations, syndicats français ont participé à la campagne internationale de protestation auprès des autorités russes, suite à l'**agression de Carine Clément, qui vient après d'autres tout aussi inacceptables**. Carine, sociologue, directeur de l'Institut indépendant de l'Action collective, est engagée dans le réseau « Union des soviets de Coordination de Russie » et dans les luttes concernant le droit au logement.

Mr l'Ambassadeur de la Fédération de Russie à Paris,

Une série d'agressions violentes ont été commises récemment en Russie contre des militants des mouvements sociaux, la dernière en date contre Mme Carine Clément, ressortissante française, militante de l'Institut de l'action collective (I.K.D.) à Moscou. Cette dernière a été attaquée à plusieurs reprises ces dernières semaines, et même piquée avec une seringue dont le contenu demeure mystérieux.

Nous sommes indignés par ces attaques répétées portant atteinte à l'intégrité physique et morale de membres du mouvement social russe avec qui nous échangeons régulièrement et que nous soutenons dans leurs luttes. Parmi les cas les plus récents, nous retenons notamment les agressions contre Carine Clément, contre le président du Comité syndical de Ford Alexeï Etmanov, contre le leader du mouvement pour la sauvegarde de la forêt de Khimki Mikhaïl Beketov, contre le leader du mouvement des petits propriétaires terriens arnaqués Sergueï Fedotov. Mais la liste est hélas longue, et va jusqu'à l'assassinat de militants antifascistes.

Nous nous joignons aux mouvements sociaux russes pour exiger des enquêtes approfondies et efficaces sur ces attaques, le regroupement de tous ces faits dans une catégorie particulière, ainsi qu'un véritable investissement du Ministère de l'Intérieur dans la résolution de ces cas et une information du public sur le cours des enquêtes.

Nous, organisations et personnes signataires, demandons à être reçus en délégation pour vous exposer plus complètement nos inquiétudes et bien comprendre comment votre gouvernement entend répondre à ces agressions inacceptables.

Veillez accepter l'expression de nos salutations distinguées.

Organisations Signataires : AC!, Amis de la Terre France, altermundo.info, Assemblée Européenne des Citoyens (HCA France), Attac France, Cedetim (centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale), Convoi Syndical, Fondation Copernic, Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), FSU, Helsinki Citizens' Assembly (international network), IPAM, Marches européennes/ Euromarches, Réseau No-Vox, le Réseau "Sortir du nucléaire", SôS (Soutien ô Sans papier), Tchernoblaye, Union syndicale Solidaires, Zone d'écologie populaire (ZEP)

Guyane en lutte !

Toute la Guyane est paralysée depuis le 24 novembre par 25 barrages routiers, puis la fermeture du port et celle de l'aéroport. Toute la Guyane est unitaire pour réclamer une baisse de 50 centimes sur le prix du carburant qui actuellement est de 1,77 euros ... Prix le plus cher du monde !

Toute la vie économique et sociale guyanaise se trouve étranglée financièrement et prise en otage par les **lobbies des groupes pétroliers en outre-mer** (tous actionnaires de la SARA seul distributeur de carburants pour les Antilles-Guyane) qui en fait sont les « bras armés » du pouvoir néolibéral et colonialiste de l'état français.

Pour le moment (contrairement au relais médiatique qui a eu lieu en France) tout se passe bien. Tous les soirs les barrages sont animés par des artistes locaux et toutes les composantes de la population guyanaise s'y retrouvent pour partager un moment de convivialité et de solidarité. La journée, le peuple se relaie pour apporter vivres et boissons fraîches à ceux qui tiennent jours et nuits les barrages. Le peu de mouvement venant des jeunes des quartiers et grandement légitime, n'a rien à voir avec les émeutes de 1996 et se trouve volontairement amplifié par les services répressifs de l'état (R.G. et Préfecture) pour tenter de diviser une mobilisation populaire exemplaire !

Les jours prochains s'annonce durs : manque de vivres (sauf pour les frontaliers qui s'alimentent au Brésil et au Surinam), de médicaments, d'électricité et d'eau courante mais le jeu en vaut la chandelle et pour une fois l'état doit se plier face à une population et une classe politique unie quelles que soit les origines et les courants politiques!

**Ensanm ensanm nou ka briga Ensanm ensanm nou ke gangnen !
Tous unis, nous luttons Tous unis, nous vaincrons !**

Coordination euro-maghrébine : réunion du 1^{er} novembre

Cette rencontre avait lieu à Larache (Maroc). Etaient représentées CGT-e (Espagne), CNT (France), Solidaires (France), ANDCM (Maroc) et, en observateurs, ODT (Maroc), CGTT (Tunisie), Pateras de la vida (Maroc), conseil des migrants subsahariens au Maroc. La commission syndicale de Voie Démocratique (Maroc) a annoncé qu'elle ne participait pas à la réunion.

L'Association Nationale des Diplômés Chômeurs du Maroc adresse un dossier sur la répression dont elle est victime, qui servira de base pour une campagne de solidarité internationale, pour sa légalisation, la garantie de son droit d'expression et d'organisation, et la vérité sur les assassinats de ses militants. Les organisations membres de la coordination :

- ⇒ sont invitées à **participer au congrès de l'ANDCM**, qui se tiendra à Rabat, les 28 et 29 décembre 2008, notamment pour prendre part à un atelier « luttes communes ».
- ⇒ se sont engagées à mener une **campagne internationale de soutien à l'ANDCM**, dans leurs pays respectifs : signatures d'organisations syndicales, d'associations de défense des droits de l'homme. Celles-ci seront remises le 16 mai (date anniversaire de l'assassinat de Mustapha Hamzaoui, militant de l'ANDCM), lors de manifestations devant les ambassades et consulat du Maroc.
- ⇒ enverront des **délégations, le 16 mai, à Khenifra**.

Nous utiliserons les dates des réunions ministérielles organisées dans le cadre de l'Union Pour la Méditerranée, pour des mobilisations sur des thèmes liés (emploi, économie, éducation, transports, ...), en mettant en avant des sujets précis (par exemple, mobilisation contre le chômage et soutien à l'ANDCM lors de réunions des ministres de l'emploi, soutien à l'ODR lors de réunions des ministres des transports, etc.).

L'Union syndicale Solidaires organisera la réunion du réseau le samedi 20 juin. **L'élargissement de ce réseau demeure une nécessité pour qu'il vive et soit utile.**

Maroc : solidaires avec les syndicalistes du rail !

Nos camarades de l'Organisation Démocratique du Rail sont toujours victimes de la répression exercée par la direction de l'Office National des Chemins de Fer : **mutations, sanctions, rétrogradations, ... cela fait des années que ça dure, parce que cela fait des années qu'ils refusent de plier !**

Les cheminots de l'ONCF reconnaissent le travail effectué par les militants de l'ODR. Récemment, ils ont dénoncé les vraies causes qui ont mené à un accident ferroviaire, tandis que la direction faisait payer les lampistes !

Le 25 novembre, nos camarades ont organisé une nouvelle action de protestation, que SUD-Rail a relayée auprès de l'ambassade du Maroc en France.



Forum Social Européen

Le bilan politique de l'édition 2008 est décevant, notamment la **faible implication du mouvement syndical nordique** et aussi des mouvements féministes. Le FSE reste un lieu de débats, ce qui est intéressant en soi ; **mais il y a nécessité pour nous de travailler aussi à côté, avec les forces qui veulent construire des mobilisations à l'échelle européenne.**

Un point positif : plusieurs débats ont permis, pour la première fois, de lier les questions environnementales et sociales. Les réseaux thématiques sont maintenant un élément structurant des FSE : services publics, éducation, climat, migrants...

L'assemblée des mouvements sociaux a dégagé quatre rendez-vous : contre-sommet en mars sur les politiques européennes (face au sommet des chefs d'Etat européens) sous une forme non encore déterminée, manifestations internationales en avril (50 ans de l'OTAN), Sardaigne en juillet (G8), Copenhague en décembre 2009 (sommet climatique).

Le secrétariat d'organisation mis en place en **Turquie pour l'édition 2010** ne comprend pas, pour l'instant, les organisations syndicales turques ; des difficultés quant à la place de chacun au sein du secrétariat sont à l'origine de cette situation. **La prochaine A.E.P. est prévue en mars 2009, à Bruxelles** pour faire le lien avec la mobilisation européenne prévue dans la même période ; si cette convergence ne peut se faire, l'A.E.P. aurait lieu à Berlin, voire à Paris.

www.fse-esf.org

Via Campesina : conférence internationale

Plus de 500 délégué-e-s représentaient de nombreux pays de l'ensemble des continents à la **conférence internationale de Via Campesina, qui se tenait à Maputo, au Mozambique**. En France, la **Confédération paysanne** est membre de Via Campesina. Les débats, intéressants, donnent l'occasion d'appréhender des problématiques importantes qui ne nous sont pas familières ; il en est ainsi, par exemple, du concept de **nouvelle colonisation à partir des agro-carburants (palmiers), des cultures pour l'alimentation animale (soja)**.

Pour les quatre années à venir, l'axe prioritaire de Via Campesina est la « **souveraineté alimentaire** », avec une stratégie à tous les niveaux de lier action et pression sur les institutions (entre autres l'ONU) et les gouvernements, notamment en s'appuyant sur ceux qui paraissent proches ou, en tous cas, à l'écoute du problème. C'est dans ce cadre que la partie ouverte aux « alliés » se situait pour, à partir de faiblesses constatées, débattre de convergences possibles en respectant pour eux certaines conditions : indépendance et maîtrise de leur position.



Après, un bref compte-rendu de leurs travaux internes et des objectifs de la partie commune, **quatre groupes de travail ont planché sur ces perspectives à partir de thèmes : changement climatique, transnationales, biodiversités et terres/territoires**. Le contenu des discussions a essentiellement porté sur l'agriculture et ses problèmes, les autres activités étant peu présentes. Par exemple, dans le groupe de travail sur le réchauffement climatique, le rapporteur a longuement développé la question de l'élevage source de pollution (production de méthane) et, en conséquence, la nécessité de manger moins de viande, sans aborder à aucun moment la question des transports sources importantes de pollution, notamment du CO2 avec leurs multiplications suite aux délocalisations des productions, circuits de distribution allongés, y compris dans le domaine de l'agriculture ou avec l'industrie agroalimentaire.

Les invité-e-s étant pour l'essentiel des représentant-e-s d'associations, l'approche des problèmes a été plus « sociale » et moins « syndicale », avec des réponses concernant souvent les comportements individuels ou cherchant à organiser la pression sur des institutions. Ces remarques méritent sans doute d'être modulées, car au plan national ou local les réalités doivent être différentes que ce soit les approches des problèmes ou les relations avec les autres.

www.viacampesina.org/main_fr www.confederationpaysanne.fr

Solidaires international

Le numéro du **bulletin de la commission internationale de la fédération des syndicats SUD Education** est disponible ...



La commission internationale de Solidaires met régulièrement à jour des pages dédiées sur le site de notre Union syndicale :

<http://pagesperso-orange.fr/orta/solidint/> Vous y trouverez les **revues internationales** déjà parues, **ce bulletin d'informations**, des dossiers par pays et par thème, et les derniers **communiqués Solidaires** concernant l'international. **Disponible dans quelques semaines : le numéro 4 de la revue internationale Solidaires.**

La prochaine réunion de la **commission internationale de Solidaires** se réunira le 16 janvier après midi ; la **commission Europe**, le 13 janvier au matin, et la **commission Immigration**, le 11 décembre toute la journée.